

Quant aux trois délégués menacés de licenciements, malgré le vote du comité d'établissement et malgré un premier avis de l'inspecteur du travail, la direction maintient encore ses exigences.

Cette répression sélective se combine avec une attaque de masse : des réductions d'horaires qui frappent des dizaines de milliers de travailleurs. Deux heures de travail en moins, cela veut dire le quart du salaire supprimé. Les indemnités en cas de chômage partiel ne s'appliquent pas car pour la direction il ne s'agit pas de chômage technique mais de « chômage social ». Cet argument cynique prouve bien que ce ne sont pas des problèmes d'approvisionnement qui justifient ce chômage : c'est une mesure destinée à démoraliser et à punir les travailleurs coupables de s'être mis en lutte.

L'application concrète des réductions d'horaires illustre tout un savoir-faire du patronat en matière de division : dans les départements d'entretien, les travailleurs touchés par le chômage ont été « choisis » en fonction de leur comportement dans les luttes des semaines passées.

Pendant plusieurs semaines à Billancourt notamment, les ouvriers n'ont guère réagi. Une comparaison montre l'ampleur de la démoralisation. A Billancourt, vers le 20 février, 5000 ouvriers participaient à un meeting ; une centaine seulement lors de la manifestation des travailleurs parisiens appelés par la CGT à la fin du mois de mars.

Il serait possible de fournir une liste interminable des initiatives prises par la CGT et la CFDT. Mais ce sont pour la plupart des initiatives-bidons qui ne mobilisent en rien. Elles n'ont pas empêché la contre-offensive de la direction. **Et la note est lourde à payer.** 14 licenciements, des dizaines de jours chômés, des amputations de salaire de 600 à 900 F, un procès intenté aux responsables CGT du Mans.

Alors dans ces conditions, l'absence à un moment de la combativité ouvrière peut aisément s'expliquer. La dégradation continue du rapport de forces a accentué la différence de combativité entre les usines et la tactique des organisations syndicales a conduit à cultiver les différences au lieu d'offrir un cadre unitaire d'action générale.

IV. Une autre tactique était possible celle de la généralisation de la lutte.

A chaque étape de la lutte, les marxistes-révolutionnaires ont opposé à la tactique de morcellement, celle de l'unification.

Après le succès de la grève des caristes, nous écrivions le 19 février « Le mouvement qui existe tend à se développer, mais, pour vaincre il doit maintenant s'unifier. **Renault-Rouge**, bulletin de la LCR sur Billancourt avance pour cela deux revendications centrales sur le problème des salaires et des classifications :

- 300 F pour tous
- un seul taux par catégorie : le maxi.